

Les réseaux sociaux comme outil d'isolation politique en Russie

Ilya KIRIYA

Professeur des universités, Université Nationale de la
Recherche Haut Collège d'Économie, Russie
ikiria@hse.ru

Résumé: L'idée de cet article est de montrer comment la configuration des nouveaux médias et leurs interactions avec le système médiatique traditionnel en Russie contribuent à l'isolation de l'opposition et au contrôle social qui est bénéfique pour les autorités actuelles russes. Cette idée rentre en contradiction avec l'opinion commune donnant trop d'importance à des dits « nouveaux médias » leurs présentant comme catalyseurs des changements sociaux par exemple dans des pays Arabes (Khamis, 2011 ; Pintak, 2010). L'interaction directe, la flexibilité, l'absence de hiérarchie poussaient les auteurs à faire les constats sur la non soumission des réseaux sociaux au modèle de la communication manipulée et instrumentalisée. La critique d'une telle absence des relations entre le pouvoir et le message dans la société en réseaux a été faite par Castells qui propose quatre formes du pouvoir dans les réseaux (Castells, 2009). L'article proposé examine les réseaux sociaux en Russie dans le contexte de l'espace public parallèle à celui des médias officiellement contrôlés et surveillés et met en évidence les conditions politiques de l'inclusion/non-inclusion des forces d'opposition dans le débat public.

Mots-clés : espace public, médias parallèles, débat politique, réseaux sociaux, isolation, médias d'opposition

Social Networks as a Tool of Political Isolation in Russia

Abstract: The main idea of this article is to show how the configuration of new medias and their interactions with traditional media system in Russia contributing to isolation of the opposition and to social control which is advantageous to dominant power coalition. This idea contradicts to dominating common opinion that gives a great importance to new media and presents them like catalysts of social changes for example in Arab World (Khamis, 2011; Pintak, 2010). The direct interaction, the flexibility, absence of hierarchy inspired scholars to make conclusions about non-submission of social networks to the model of manipulated and instrumented communication. The critics of such “non power based relationships” has been made by Castells who proposed 4 forms of power within networked society (Castells, 2009). This article is examining social networks in Russia within the context of parallel public sphere generating alternative to officially controlled media debate and makes evident political conditions of inclusion/non inclusion of opposition forces into public debate.

Keywords : public sphere, parallel media, political debate, social networks, isolation, oppositional media

L'actualité de cet article réside dans l'activation des mouvements sociaux d'opposition et de la protestation publique après les élections législatives de décembre 2011 et des présidentielles de 2012. Ces mouvements souvent ont été perçus de l'extérieur comme « le début de la révolution anti-Poutine » et des allusions au « Printemps Arabe » avait été faite¹. Pourtant ces mouvements qui revendiquaient les élections « justes », le départ de Poutine etc., semble-t-il, n'ont pas beaucoup influencé les décisions électorales de la grande majorité de la population. L'explication réside dans le schisme profond entre deux groupes sociaux et, par conséquence, entre deux espaces publics.

1. Espace public, participation politique et réseaux sociaux*1.1 Participation politique, opposition et fragmentation de l'espace public*

Le concept d'espace public (EP) tout en étant très connu dans le monde académique (Miège, 2010) reste quand même peu développé dès qu'on essaie de

¹ En février 2012 le sénateur américain John McCain a écrit sur son Twitter lettre au premier ministre russe Poutine : « Cher Vlad, le Printemps Arabe est arrivé à tes banlieues ».

relier ce concept avec la vie politique et ses évolutions. Habermas est un peut moins pertinent sur ce sujet car il ne montre pas la nature de la liaison entre les appareils de médiation (donc, la presse constituant un élément clé de l'EP) et la vie politique de la société « démocratique ». Alors qu'une question importante doit être posée – quel genre de changement dans la conduite politique des gens des médias entraîne-t-ils ? Pourquoi alors l'espace public en tant que tel représente-il un élément accompagnant les « changements démocratiques » et quels sont précisément les mécanismes de la vie politique en XX siècle qui favorisent, selon Habermas, la dégradation de celui-ci ?

Le modèle-type de Habermas était la société anglaise de XIX dans laquelle, selon lui, grâce à la médiation des clubs, des salons et de la presse de masses la société civile bourgeoise négociait ses intérêts avec les autorités élus (Habermas, 1991). En même temps Habermas critique les espaces publics français et allemand comme « à participation limitée » ce que nous permet de dire que la notion de l'EP est une notion non-parfaite, donc n'existant pas dans son état idéale. Cela permet à Bernard Miège d'avouer que les éléments de l'EP peuvent être présents même dans les régimes non-démocratiques et semi-démocratiques (Miège, 2010, p. 36) et cela nous permet d'appliquer la recherche à notre terrain qui est la Russie.

Or si nous intégrons l'analyse politique même la société idéale de la Grande Bretagne de XIX siècle va paraître comme restreinte et, par conséquent, rétrécissant les frontières de l'EP. Pour Robert Allan Dahl il existe deux dimensions du régime politique : le taux de contestation (droit de contester et concurrencer les idées politiques) et le taux de la participation (droit de participer dans la vie politique à travers les mécanismes électoraux) (Dahl, 1971). La Grande Bretagne de XIXème siècle peut, alors, être caractérisée comme pays avec relativement grand taux de contestation mais assez bas taux de participation. La même diagnose a été faite par North, Wallis et Weingast qui affirmaient que grâce à l'ordonnance du réforme de 1832 (*The Reform Act*) les élites ont créé les règles pour eux-mêmes (North, Wallis, Weingast, 2009).

Donc, nous pouvons observer un certain paradoxe entre Habermas et la théorie politique : l'ouverture progressive de taux de participation des citoyens dans la politique (qui est produite vers la fin de XIX siècle) (Dahl, 1971) avait été accompagnée par la dégradation de l'espace public au travers de la commercialisation des médias et leur affiliation aux intérêts privés (Habermas, 1991). Or ce genre de transformation structurelle peut être lié au fait que des débats des élites (le cas de l'espace public idéal de Habermas) la société a évolué vers les débats des masses qui sont apriori moins orientés vers le consensus.

Encore une différence concernant la frontière entre les fractions politiques qui selon Habermas (1991), Negt (2007) et les autres théoriciens d'orientation marxiste

(Hall en est le pionnier dans les études de la réception ; Hall, 1973) est absolument liée aux classes (distinguées en fonction de la possession des moyens de production). Pourtant, la théorie politique montre qu'aucune crise politique pour le moment n'était pas basée sur ce schisme marxiste classique mais sur les désaccords entre les groupes séparés plutôt par le niveau ethnique ou culturelle (Dahl, 1971).

Quoi qu'il en soit l'histoire de l'espace public de XXème siècle montre bien des exemples de cohabitation de plusieurs espaces publics avec des débats différents dans la même société. A cause des schismes entre les fractions politiques une des fractions monopolisait alors le pouvoir en limitant à l'autre l'accès à l'espace public institutionnel. Cela a été le cas en URSS qui en étant le pays de grand taux de participation (presque tous les gens participaient aux élections des niveaux différents) à partir du début du régime maintenait le niveau exclusivement limité de taux de contestation en interdisant l'accès de l'opposition dans la vie politique. L'exclusion d'une fraction politique de la vie politique officielle en réalité n'éliminait pas les idées de l'espace public mais contribuait à la séparation de l'espace public. Ainsi Tristan Mattelart en étudiant les pratiques de la consommation du contenu médiatique occidental et autoproduit à l'époque soviétique fait constat de l'existence du double espace public : espace public officiel (représenté par les institutions médiatiques sous contrôle de l'Etat-Parti) et espace public parallèle où le débat alternatif entre les dissidents et les « non-alignés » était nourri par tout un système des communications parallèles (Mattelart, 1995).

1.2. Les médias participatifs, la démocratie et le pouvoir en réseau

L'apparition de l'Internet a nourri l'apparition des visions très optimistes concernant le rôle de ce moyen de communication dans la société. Ainsi Pierre Levy parle de « l'intelligence collective » (Levy, 1994). Gimmler donne deux dimensions de l'Internet dans la démocratie délibérative : le rôle de l'Internet dans le support d'accès illimité à l'information pour tout le monde et le rôle dans l'interaction sociale (Gimmler, 2001). Donc, d'ici viennent les théoriciens qui parlent de la démocratie virtuelle (Dahlberg, 2001). Le médium dans par le biais duquel on peut facilement rentrer en contact, maintenir les liaisons personnels mais également être le nœud des communications de masses, l'interaction facilitée – tout cela paraissait l'idéale de l'espace public réellement démocratique, où chaque individu paraissait impliqué dans des décisions collectives.

Cependant, les concepts plus réalistes nous donnent l'argumentation en termes de la théorie sociale en critiquant le concept de l'égalitarisme et le caractère émancipateur des réseaux sociaux. Ainsi Manuel Castells propose son concept de quatre formes de pouvoir en réseau en montrant comment le pouvoir (et, comme conséquence, la possibilité de manipuler) peut se passer sans aucune hiérarchie formelle. Il s'agit de quatre formes du pouvoir. « Le pouvoir du réseau »

(*networking power*) réside dans la capacité des acteurs inclus dans ce réseau d'exercer le pouvoir sur ceux qui en sont exclus. « Le pouvoir dans réseau » (*network power*) est exercé à travers l'imposition des règles d'inclusion dans le réseau. « Le pouvoir en réseau » (*networked power*) est exercé au travers des nouvelles formes de domination dans les réseaux. Et finalement « le pouvoir de constituer des réseaux » (*network-making power*) qui réside dans les capacités de programmer les réseaux et de les faire connecter l'un à l'autre (Castells, 2009, 42-43).

1.3. *Démarche scientifique*

Lorsque nous parlons des espaces publics fragmentés et alliés autour des intérêts politiques oppositionnels l'un à l'autre, nous pouvons alors parler de chacun de ces espaces comme d'un réseau. Dans ce cas en examinant l'isolation de l'opposition dans les réseaux sociaux sur Internet nous pouvons examiner chacune des fractions politiques et ressources communicationnelles qui en sont propre (constituant l'espace public séparé ou bien "oppositionnel") comme un réseau social avec ces propres buts, règles de jeux, etc. Alors, en examinant les liaisons entre ces réseaux des différents systèmes des médias nous pouvons voir comment sont-ils orientés soit vers le consensus (en cas de convergence des espaces publics) soit vers l'isolation de l'un de l'autre (en cas de divergence de ceux-ci). C'est précisément ce genre des liaisons qui nous intéresse dans cet article.

Nous allons procéder en deux temps: d'abord nous examinerons les mutations historiques de l'espace public en Russie qui a ses propres particularités enracinées dans l'histoire et contribuant, de notre point de vue, au dissensus des fractions politiques et, par conséquent, à l'isolation de l'opposition. En second temps, nous allons montrer le caractère du pouvoir en réseau des espaces publics officiels et oppositionnels qui est articulé en trois niveaux : les agendas différents imposés par l'État à des différents espaces publics, le contrôle du capital des anciens et nouveaux médias et, enfin, la structuration différente des audiences de ces espaces grâce au mécanisme du schisme social.

2. **Formes historiques de l'espace public russe**

Deux chiffres nous paraissent les plus significatifs pour décrire la situation de l'espace public médiatique russe au XIX siècle. Le premier est 90% de population active n'ayant aucun droit politique. Le deuxième est le taux des illettrés qui avant la première Guerre Mondiale représentaient environ 62% de population (Mironov, 2000). Nous observons que l'espace médiatique de XIX était très limité ainsi que l'audience des médias et ses activités politiques. L'absence des droits politiques pour la majorité de la population fait de la presse une institution politiquement faible et qui ne remplit pas son rôle dans l'espace public orienté vers les masses et jouant le rôle de médiateur entre l'Etat et la bourgeoisie. Cela a provoqué une situation

particulière dans la presse périodique du XIX siècle. Cette presse a été essentiellement au caractère littéraire et les grands écrivains russes (Pouchkine, Gertsen, Nekrasov, Dostoevski, etc.) étaient à la fois des journalistes connus et éditaient leurs propres journaux discutant les sujets littéraires qui étaient pourtant trop axés sur la libération des paysans après les siècles du servage (Kiriya, 2007 ; Kiriya, Degtereva, 2010). Les forces politiques d'opposition (les bolcheviks et les autres mouvements d'idéologie communautariste) restaient souvent isolés de la vie politique et des processus électoraux basés sur l'identification orientée vers les classes et non vers les parties politiques (Perepechko, ZumBrunnen and Kolosov, 2010). Cela menait vers l'auto organisation de ses propres moyens de communication axés sur la propagande (l'édition clandestine du journal « Iskra », par exemple).

Il est difficile de caractériser la société soviétique en termes de l'espace public. Premièrement car le choix politique en URSS était plutôt illusoire et dans ce sens la médiation n'était pas possible. Une telle situation menait à l'isolation voire à la non-institutionnalisation des mouvements politiques alternatifs (libéraux et occidentalistes). Au niveau des moyens de la communication politique cela se traduisait par la création des canaux alternatifs à la communication essentiellement représentant les idées non-conformes à l'idéologie soviétique. Cet espace alternatif d'opposition est caractérisé par Tristan Mattelart comme « espace public parallèle » (Mattelart, 1995).

Le système politique actuel est basé sur la faiblesse institutionnelle des partis qui sont construits artificiellement par l'appareil administratif d'Etat et ensuite offerts aux électeurs (Rose and Munro, 2002), au primat de la tradition sur les institutions du système politique (Easter, 2007) et avec un grand taux de volatilité dans les décisions électorales de la population (Golosov, 2006). Dans ces conditions certaines forces politiques (essentiellement libérales) restent privées des droits de contestation (actuellement depuis 8 ans ces forces politiques n'arrivent pas à franchir le taux 7% nécessaire pour être présentes dans le parlement fédéral) ce qui augmente la fracture politique entre eux et le spectre restant qui, à son tour, rend impossible le consensus politique et renforce les chances du système hégémonique (selon Dahl plus la fracture est grande, plus un groupe politique restant au pouvoir risque l'insécurité en cas de cession du pouvoir ce qui accroît ses efforts de la garder).

Donc nous pouvons observer que l'éclatement de l'espace public en plusieurs et, par conséquence, l'isolation communicationnelle des groupes politiques, est un facteur hérité qui accompagnait le développement institutionnel de la politique. Maintenant examinons comment cela a influencé les réseaux sociaux dans leur relation avec le débat dans l'espace public.

3. Le pouvoir en réseaux

3.1. Les agendas différents

Les notions de « pouvoir de constituer des réseaux » (*network-making power*) et de « pouvoir du réseau » (*network power*) nous semblent cohérentes pour décrire le mécanisme de l'isolation des partisans dans les réseaux de la politique réelle. Le premier agit soit à travers la connexion des réseaux soit à travers la programmation des réseaux pour des buts particuliers. Le second – à travers le mécanisme stricte de sélection des messages (fonction d'agenda) ce qui est appelé par Castells le *gatekeeping* (Castells, 2009, 43). De notre point de vue en assurant le contrôle des médias l'appareil bureaucratique russe programme des réseaux différents ce qui contribue à leur désintégration et plus particulièrement à la marginalisation des réseaux d'opposition. Finalement les dits « nouveaux médias » et les réseaux sociaux représentent plutôt un espace séparé de la vie politique officielle contrairement aux idéaux de la démocratie participative en réseaux.

D'abord nous pouvons classer l'espace public contemporain en deux : espace public principal et espace public parallèle qui est créée comme une réponse à l'élimination des certains groupes de forces politiques des agendas des médias officielles. Le mécanisme rédactionnel de cette élimination est bien décrit par Olessya Koltsova (Koltsova, 2006). L'exclusion de ces forces politiques de l'espace public officiel les a faites être privilégiées par un nombre très limité des médias (radio « Echo Moskvyy », quotidien « Novaya Gazeta », la chaîne de télévision « Ren-TV » et une bonne partie des médias en ligne), classés « médias d'opposition ». Ces médias focalisent le débat « oppositionnel » au pouvoir sur les groupes très limités de l'audience ce qui nous a amené dans nos travaux antérieurs (Kiriya, Degtereva, 2010 ; Kiriya, 2012) à les nommer « les ghettos informationnels ». Dans ce sens les médias d'Etat exercent le pouvoir de constituer les réseaux en limitant l'interconnexion de l'agenda de ces espaces parallèles avec agenda des médias de l'espace public principal (représenté par les médias grand public) en agissant comme « connecteurs » (*switchers* en termes de Castells). Il est important de noter que l'Etat ainsi est beaucoup plus intéressé de contrôler le contenu des médias grand public (en premier lieu la télévision fédérale) que de contrôler les médias sur Internet qui sont plutôt consommés par les couches plus fragmentés et minoritaires de la population (Gorny, 2009).

Cependant, nous pouvons introduire également un critère d'institutionnalisation de l'espace public. Ainsi les médias sur Internet et les médias hors ligne peuvent être classés comme représentant « l'espace public institutionnalisé ». En même temps les blogs et les réseaux sociaux peuvent être caractérisés comme « l'espace public non-institutionnalisé ». Cette conceptualisation est illustrée dans le tableau 1.

Tableau 1 : *Espace public officiel et espace public parallèle (Kiriya, 2012)*

Espace public officiel	Espace public parallèle	
Les chaînes de télévision grand public, certains genres de la presse politique	Institutionnalisé	Non-institutionnalisé
	Presse en ligne, certains médias d'opposition « sous surveillance de l'Etat »	Les blogs et les réseaux sociaux

Le mécanisme du pouvoir du réseau fonctionne d'une manière à contrôler « les flux » de migration des messages entre ces trois domaines et agir comme « *gatekeeper* ». Le résultat de ce processus a été nommé par le président Russe Medvedev (avant son départ) comme « une fracture dramatique des agendas entre la télévision et l'Internet ».

Pourtant nous pouvons dire que la nature des médias sociaux est telle que ceux-ci produisent beaucoup moins que font copier les messages de la presse en ligne. Donc, les médias d'Etat en ligne (l'agence d'information en ligne RIA Novosti appartenant à l'Etat assure une grande partie de l'approvisionnement de l'information en ayant l'audience en ligne comparable à l'audience des grands moteurs de recherche) font une sorte de « *transmedia storytelling d'Etat* » (Jenkins, 2006) alors que les réseaux sociaux et les blogs créent l'illusion du débat libre sur ce sujet mais globalement contribuent au discours dominant de la télévision (Panchenko, 2011).

Ainsi l'espace public parallèle reste isolé de celui officiel alors que le débat libre sur les sujets d'actualités n'est pas possible à cause de ce mécanisme du pouvoir de créer les réseaux.

3.2 *Le contrôle du capital*

Dans nos travaux antérieurs nous avons distingué trois type de contrôle du capital des médias : contrôle direct, contrôle indirect par le biais de la compagnie d'Etat, contrôle indirect par le biais du contrôle des propriétaires (qui peut être basé soit sur les relations personnelles entre les hauts fonctionnaires d'Etat et les patrons privés, soit sur les pressions des premiers sur les deuxièmes) (Kiriya, Degtereva, 2010).

En analysant le contrôle de l'espace public parallèle dans des « ghettos informationnels » nous allons voir que finalement tous ces médias sont détenus par les agents du pouvoir. Ainsi la chaîne de télévision « dit » d'opposition Ren-TV appartient aux structures financières de Yuri Kovaltchuk (un ami proche de Poutine) qui contrôle à la fois une chaîne principale « de la propagande d'Etat » - « La

première ». La station de radio « Echo Moskv » est détenue par Gazprom média (une compagnie appartenant à un monopôle énergétique d'Etat). Le Quotidien « Novaya Gazeta » appartient à un ex-député de la Douma, un homme d'affaires Alexander Lebedev. Le quotidien « Kommersant » ainsi que ses produits dérivés (radio « Kommersant FM », chaîne « Kommersant TV ») appartiennent à un autre ami du premier ministre Poutine Alicher Ousmanov qui est un patron de « Gazprominvestholding » (une société-fille de Gazprom réalisant les projets d'investissement). Il s'agit du pouvoir de créer des réseaux qui en utilisant le contrôle du capital de ces médias assurent la fonction de surveillance dans ces « ghettos informationnels ». Ces médias finalement sont plutôt sélectionnés pour « jouer le rôle » des médias d'opposition.

La propriété en termes d'espace public non-institutionnalisé suit de plus en plus le même modèle. Selon Yegor Panchenko, les réseaux sociaux principaux (Odnoklassniki, Vkontakte, une part dans Facebook, Livejournal, site de mail gratuit avec un réseau social Mail.ru, un moteur de recherche Rambler.ru) sont en possession de Alicher Ousmanov (propriétaire de « Kommersant », pôle affilié au « Gazprom »), un homme d'affaire proche du Kremlin Alexander Mamout et Vladimir Potanin, donc tous les trois sont les acteurs proches du Kremlin (Panchenko, 2011).

Tableau 2. Les intersections du capital entre l'espace public institutionnalisée et non-institutionnalisée

Pôle financier	Compagnie-gestionnaire, agent	Groupe des médias	Espace public institutionnalisé	Espace public non-institutionnalisé
Gazprom	Gazprominvestholding (Alicher Ousmanov)	Kommersant	Quotidien « Kommersant » Hebdomadaires « Vlast » et « Dengi » Radio « Kommersant FM »	
		Media 1	Chaînes de télévision « Disney Channel » et « MuzTV » Plusieurs	

			antennes régionales	
Gazprominvestholding (Alicher Ousmanov) avec Yuri Milner, Grigory Finger	DST Global and Mail.RU		Portails : Mail.ru	Réseaux sociaux « Odnoklassniki », « V Kontakte » « Facebook » (10%) Blogs : Mail.ru blogs
Gazprombank	Gazprom media		Chaînes grand public NTV et TNT Stations de radio « City FM », « Echo Moskvyy », « Relax » Presse magazine : téléguide « 7 dnei », hebdomadaire d'information « Itogi » Bouquet satellite « NTV+ »	Video hosting : Ru Tube.ru
Société d'investissement Leader (Yuri Kovalchuk)	National Media Group		Chaînes généralistes « 1 chaîne », « Rent TV », « 5 chaîne » ; Quotidien « Izvestia »	
	CTC-Media (25%)		Chaînes généralistes « CTC », « Domachni », « DTV », « Perets »	

Alexander Mamout (Spar, A&NN etc)	Alexander Mamout (Spar, A&NN etc)	SUP Media		Blogs : Livejournal.com
Vladimir Potanine	Interros	Profmedia	Chaînes grand public : « TV3 », « 2x2 », Radios : « NRJ », « Avtoradio », « Yumor » ; Revue « Aficha »	Moteur de recherche : Rambler
Vladimir Prokhorov	Onesim	RBC	Chaîne câblée RBC Chaîne câblée « Dozhd » (la transaction n'est pas close) Portail d'affaires RBC	

Nous pouvons observer que les pôles financiers ainsi que les gestionnaires en utilisant le pouvoir des réseaux peuvent assurer l'isolation de l'espace public institutionnalisé de l'espace public non-institutionnalisé.

3.3. Les audiences différemment structurés

D'abord, remarquons que l'attitude de la population russe vis-à-vis de la télévision, des médias en général et de la vie sociale est fracturée en deux. La grande majorité de la population a un « locus » du contrôle extérieur, c'est-à-dire ils comptent sur les parties-tiers dans la résolution de leurs problèmes. Ils ne sont pas capables de résoudre eux-mêmes leurs problèmes et ils préfèrent attendre le support de quelqu'un, en premier lieu – l'Etat (comme c'était le cas en URSS). Pour ces gens les médias sont un organisme qui est perçu comme une institution d'Etat qui doit leur expliquer la vie. Ces gens ont particulièrement grande confiance à la télévision et aux médias. Dans ces sens la « propagande d'Etat » sert d'explication de la vie sociale. Ainsi la perte des valeurs démocratiques ne représentent aucun regret pour eux et ils ne sont pas prêts à les défendre (Levada, 2005). Le deuxième groupe, plus limité, a un « locus du contrôle intérieur » ce qui signifie qu'ils comptent sur eux-mêmes dans la résolution de leurs problèmes. Ces gens en général sont mieux adaptés aux nouveaux rythmes de la vie sociale. Pour eux les médias ne sont qu'une

source d'information à partir du traitement de laquelle ils prennent des décisions (Klimov, 2007).

Dans ce modèle nous pouvons observer une fracture à partir de différentes appropriations des médias. Cela signifie que théoriquement les premiers ne seront pas intéressés par les débats, l'interactivité et la participation par lesquelles les deuxièmes seront intéressés davantage. Le discours alternatif généré par l'espace public parallèle existe plutôt pour les deuxièmes et ne fait que les isoler dans les « ghettos informationnels » en créant leur propre débat alternatif.

Cela peut être bien illustré au niveau du débat dans les blogs russes. Selon Etling *et alii* le débat politique dans les blogs n'est pas structuré (comme aux Etats-Unis ou en Grande Bretagne) autour des forces politiques séparées et focalisées sur soi-même (les démocrates avec les démocrates, conservateurs avec les conservateurs). Bien au contraire dans la blogosphère russe les clusters politiques des « nationalistes », des « libéraux », des « occidentalistes », etc. se croisent entre eux et se citent (Etling *et al.*, 2010). Cela est lié de notre point de vue au fait que le débat politique dans la blogosphère russe en général est isolé des autres forces politiques qui sont présentes dans l'espace public officiel.

4. Conclusion

Pour conclure, la structuration de l'espace public russe en plusieurs espaces publics reproduit la fracture dans la société russe et dans sa vie politique. Grâce au pouvoir des réseaux sur les autres (la dimension inclusion/exclusion) et en utilisant le pouvoir de créer les réseaux (en contrôlant le capital) l'Etat russe arrive à gérer le « *gatekeeping* » (ou *switching*) dans chaque type d'espace public (espace public parallèle et officiel et sur la frontière entre espace public institutionnalisé et non-institutionnalisé). Cela permet de garder le débat à l'intérieur de chaque cluster public et à l'intérieur du groupe des supporteurs politiques en les isolant les uns des autres.

L'isolation des certaines forces politiques contribue à leur marginalisation et leur incompatibilité avec l'espace politique officiel ce qui les pousse souvent à des actions complètement hors des normes politiques (organisation des manifestations non-autorisées ou des assauts des administrations différentes) et finalement radicalise ces mouvements politiques. Par conséquence, ces forces politiques ne sont plus capables de proposer les programmes et les doctrines politiques sérieux ; elles proposent toujours la même revendication « virez Poutine ». Pourtant cela démontre que la palette politique est fracturée en deux clans oppositionnels qui ne sont pas capables de trouver le compromis ce qui contribue au maintien du régime hégémonique.

References

- Castells, M. (2009). *Communication power*. Oxford, UK: Oxford University Press.
- Dahl, R. A. (1971). *Polyarchy: Participation and Opposition*. CT: New Haven.
- Dahlberg, L. (2001). The Internet and Democratic Discourse: Exploring the Prospects of Online Deliberative Forums Extending the Public Sphere. *Information, Communication and Society*, 4, 4, 615-633.
- Easter, G.M. (2007). *Reconstructing the State: Personal Networks and Elite Identity in Soviet Russia*. New York: Cambridge University Press.
- Etling, B., Alexanyan, K., Kelly, J., Faris, R., Palfrey, J., & Gasser, U. (2010). *Public discourse in the Russian blogosphere: Mapping RuNet politics and mobilization*. Cambridge, MA: Berkman Center for Internet and Society, Harvard University. Retrieved from http://cyber.law.harvard.edu/sites/cyber.law.harvard.edu/files/Public_Discourse_in_the_Russian_Blogosphere_2010.pdf
- Gimmler, A. (2001). Deliberative Democracy, the Public Sphere and the Internet. *Philosophy and Social Criticism* 27, 4, 21-39.
- Golosov, G.V. (2006). The structure of party alternatives and voter choice in Russia. *Party Politics*, Vol. 12, No 6, 707-725.
- Gorny, Eugene (2009). 'Understanding the Real Impact of Russian Blogs'. *Russian Analytical Digest*, 69: 8-11.
- Habermas, J. (1991). *The structural transformation of the public sphere: An inquiry into a category of bourgeois society*. Cambridge, MA: MIT Press.
- Hall, S. (1973) *Encoding and Decoding in the Television Discourse*. Birmingham, UK: Centre for Contemporary Cultural Studies.
- Jenkins, H. (2006). *Convergence Culture: Where New and Old Media Collide*. New York: New York University Press.
- Khamis, S. (2011). The Transformative Egyptian Media Landscape: Changes, Challenges and Comparative Perspectives. *International Journal of Communication*, 5 (2011), 1159–1177
- Kiriya, I. (2007). *La persistance du non-marchand dans l'appropriation des medias et des TICs en Russie post-sovietique* [Persistence of non-market in appropriation

of media and ICTs in post-soviet Russia], Thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication [Ph.D. paper in sciences of information and communication]. Grenoble, France: Grenoble University.

Kiriya, I. (2012). *The Culture of Subversion and Russian Media Landscape*. *International journal of communication*, 6.

Kiriya, I., & Degtereva, E. (2010). Russian TV market: Between state supervision, commercial logic and simulacrum of public service. *Central European Journal of Communication*, 1, 37–51.

Klimov, I. (2007). Social'nye vyzovy 'privatizirovannogo' televidenija [Social challenges of privatised TV]. In Kachkaeva, A. & Kiriya, I. (eds.) *Rossijskoe televidenie: mezhdu sprosom i predlozheniem* [Russian TV: between demand and supply], in 2 books. Moskva, Jelitkomstar.

Koltsova, O. (2006). *News media and power in Russia*. London: Routledge.

Levada, Y. (2005). Dvadcat' let spustja: perestrojka v obshestvennom mnenii i v obshestvennoj zhizni. Nejubilejnye razmyshlenija [Twenty years later: perestroyka in public opinion and in social life. Non-anniversary thoughts], *Vestnik obwestvennogo mnenija: Dannye. Analiz. Diskussii*. [Messenger of public opinion: Data. Analysis. Discussions.], No. 2, 8-14.

Levy, P. (1994). *L'Intelligence collective. Pour une anthropologie du cyberspace*, Paris, France : La Découverte.

Mattelart, T. (1995). *Le cheval de Troie audiovisuel. Le rideau de fer à l'épreuve des radios et télévisions transfrontières* [Audiovisual Trojan Horse. The « Iron Curtain » under the attack of cross-border television and radio broadcasting], Grenoble, France: Presses Universitaires de Grenoble.

Miège, B. (2010). *L'espace public contemporain* [Contemporary public sphere]. Grenoble, France: Presses Universitaires de Grenoble.

Mironov B.N. (2000). *Sotsialnaya istorija Rossii perioda imperii* [Social history of Russia of Imperial Period]. Saint-Petersburg, Russia : Dmitry Bulanin.

Negt, O. (2007). *L'espace public oppositionnel* [Oppositional public space]. Paris: Payot.

North, D. C., Wallis, J. J., & Weingast, B. R. (2009). *Violence and social orders: A conceptual framework for interpreting recorded human history*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.

Panchenko, Y. (2011). Convergence of Internet News Media and Social Networks on Runet. *Digital Icons: Studies in Russian, Eurasian and Central European New Media*, No. 5, 87-118.

Perepechko, A.S., ZumBrunnen, C. and Kolosov V.A. (2010). Organization and institutionalization of Russia's political parties in 1905-1917 and 1993-2007: Similarities and differences from two occidentalist periods. *Party Politics*, published online 30.09.2010.

Pintak, L. (2010). *New Arab Journalist : Mission and Identity in a Time of Turmoil*. London: UK, I.B.Tauris

Rose, R. and Neil M. (2002). *Elections without Order. Russia's Challenge to Vladimir Putin*. Cambridge: Cambridge University Press.

